

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Les-280-travailleurs-de-la.html>

Les 280 travailleurs de la raffinerie de sucre de Sidi Lakhdar à Aïn Defla seront mis à la porte huit années après sa privatisation

Publication date: mercredi 9 août 2017

- Actualité politique nationale -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Ce qui devait arriver et arrivé pour les travailleurs de la raffinerie. Ils vont être jetés sans scrupules à la rue par les patrons, le groupe Berrahal à qui l'Etat avait remis les clés de l'usine.

A l'issue d'une réunion avec la section syndicale, le 13 juillet dernier, les responsables du groupe, ont signifié à tous les employés la "dissolution anticipée" de l'unité de production. Pour faire passer la pilule ils leur font miroiter un « volet social » en 3 points. La retraite « normale » pour ceux qui ont atteint l'âge défini par la loi, la retraite anticipée pour d'autres et l'octroi d'une indemnité dite de départ volontaire à déterminer en commun accord par voie de négociations.

Un véritable ultimatum a été adressé aux représentants syndicaux qui devaient formuler leurs propositions dans les trois jours qui suivirent. Délai très court perçus par les salariés comme "un empressement" du Groupe à se débarrasser d'eux au plus vite.

Documents à l'appui, les salariés disent avoir le sentiment "d'avoir été leurrés, grugés". Ils rappellent l'accord conclu le 8 janvier dernier, qui les mettait en "chômage technique" pour une durée de 4 mois en percevant 90% de leurs salaires de base. Il a été stipulé que cette période d'arrêt devait être mise à profit pour la remise en état des équipements et la réhabilitation de toute la chaîne de production. A l'issue de la période écoulée aucune de ces promesses n'a été tenue, ce qui a poussé les travailleurs à organiser des rassemblements, un sit-in et le blocage de la RN 4.

Un second round de négociations a été entamé avec la conclusion d'un nouvel accord en 7 points. Il a porté principalement sur l'octroi d'une période de 4 mois de chômage technique appelée à être raccourcie pour permettre à l'employeur de trouver les solutions techniques et juridiques, la réintégration des permanents à leur poste d'origine, au cas où l'employeur ne trouvera pas de solutions, une autre convention collective pour le maintien de l'usine en activité, l'enregistrement cette fois de l'accord auprès de la Direction du Travail.

Le changement de cap « inattendu » des représentants du groupe et le reniement des accords conclus ont poussé les 280 salariés à saisir le premier ministre le 27 juillet.

Depuis la cession de la raffinerie à ce groupe, l'état de l'usine n'a cessé de se dégrader. Aucun des investissements promis et pour lesquels des engagements ont été pris n'a été réalisé.

Selon les représentants de la cellule syndicale, c'est une sorte de chantage qui est faite à l'Etat. *"Si vous m'accordez le crédit bancaire demandé, je réhabilite l'usine, faute de quoi, je ferme et je mets tout le monde dehors"*.

Comme à leur habitude, les responsables locaux ou centraux de l'UGTA ne se sont pas manifestés. Ils avaient « conseillé » aux travailleurs de mettre fin à leur action, leur promettant que la centrale se chargeait de régler le problème. Une ruse classique chez les fonctionnaires du syndicat complice des ennemis de classe des travailleurs, en vertu de leur fameux « Pacte social ».

Indignés par le mépris des patrons pour leur devenir des travailleurs font part de leur capacité à prendre directement en mains leur usine. Ils n'ont pas besoin des patrons pour la faire marcher. La fonction des capitalistes se limite à empocher en parasites les profits créés par le labeur et uniquement par le labeur des travailleurs. Les patrons n'ont pas respecté les clauses de la privatisation. Elle peut être annulée. La raffinerie doit retourner à l'Etat.

C.P.